

**IRIS – Institut de recherche interdisciplinaire sur
les enjeux sociaux – Sciences sociales, politique,
santé**

**Marc Bessin, Alban Bensa, Caroline de Saint Pierre, Antonella Di Trani,
Élisabeth Anstett, Nathalie Ortar, Jonathan Friedman, Natacha Gagné,
Paula Lopez-Caballero et Marie Salaün**



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/22228>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Pagination : 686-691

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Marc Bessin, Alban Bensa, Caroline de Saint Pierre, Antonella Di Trani, Élisabeth Anstett, Nathalie Ortar, Jonathan Friedman, Natacha Gagné, Paula Lopez-Caballero et Marie Salaün, « IRIS – Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux – Sciences sociales, politique, santé », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2013, mis en ligne le 16 juillet 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/22228>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

IRIS – Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux – Sciences sociales, politique, santé

Marc Bessin, Alban Bensa, Caroline de Saint Pierre, Antonella Di Trani,
Élisabeth Anstett, Nathalie Ortar, Jonathan Friedman, Natacha Gagné,
Paula Lopez-Caballero et Marie Salaün

Marc Bessin, *chargé de recherche au CNRS*

Genre et temporalités de la question sociale

- DANS le prolongement des investigations menées les années précédentes autour des activités relationnelles, profanes ou professionnelles, le séminaire de cette année a étudié les enjeux politiques du *care*, en insistant sur les dimensions temporelles et sexuées. La temporalisation et la sexuation des interventions pour autrui, constituent l'objet d'une sociologie de la présence sociale. Si cette approche étudie les relations qui s'établissent entre une ou plusieurs personnes dans le besoin et quelqu'une) (professionnel(le) ou profane) qui tente d'y répondre, parler de présence sociale implique de ne pas se limiter à cette situation dyadique et de ne pas la restreindre au moment présent. Cette présence s'inscrit dans des dispositifs de la société qu'il faut considérer pour situer les enjeux politiques de la question sociale, afin de ne pas céder à leur délimitation à la sphère privée et individuelle. En décrivant les processus qui amènent à prendre en charge un patient ou un usager, en observant les articulations du public et du privé, l'usage des émotions et des sentiments sociaux, l'analyse (matérielle et morale) des temps sexués du *care* permet d'accéder à certains angles morts de la protection sociale. On s'est interrogé, avec plusieurs invités, sur le déplacement qu'induit la mobilisation des questions morales, de la subjectivité des acteurs, ou d'une

considération de leurs besoins. On a notamment confronté ce cadre d'analyse avec celui des économies morales proposé par Didier Fassin, anthropologue, sociologue et médecin, professeur à l'Institute for Advanced Study de Princeton et directeur d'études à l'EHESS. Édouard Gardella, sociologue, ATER à l'Université de Poitiers, en présentant une recherche sur les droits et temporalités de l'urgence sociale, a de son côté proposé une contribution à une chrono politique de la relation d'assistance. Nous avons bénéficié de la conceptualisation de la notion de présence développée par Albert Piette, anthropologue, professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre La-Défense, dans une conférence sur l'« Anthropologie des présents ». Nous avons aussi étudié, grâce aux textes de Dominique Méda, philosophe et sociologue, professeure à l'Université Paris-Dauphine, qui n'a pu finalement intervenir en séance, les différences sexuées des temporalités dans la manière d'articuler vie professionnelle et vie familiale.

- 2 Outre les développements sur la présence sociale, les séances ont alterné entre préparation et échanges sur les textes des invités, exposés et discussions avec ceux-ci, l'ensemble contribuant à une élaboration collective sur les temps sexués des prises en charge.

Alban Bensa, *directeur d'études*

Caroline de Saint Pierre, *maître-assistant à l'ENSAPM*

Antonella Di Trani, *doctorante*

Anthropologie, ville, architecture et territoire

- 3 L'ORIENTATION générale du séminaire qui se poursuit depuis plusieurs années consiste à interroger les modes de production et de singularisation des espaces habités aujourd'hui, à partir de présentations d'études de terrain, à différentes échelles (immeuble, quartier, territoire) dans la perspective de mettre en évidence les logiques des différents acteurs, leurs stratégies, leurs modes de regroupement, d'interrelation ainsi que les contraintes et les enjeux suscités par la matérialité des espaces. Nous interrogeons également les notions en vigueur pour parler de la ville, les catégories urbaines savantes, en les replaçant dans leurs conditions d'énonciation et leurs contextes sociaux.
- 4 Ainsi, dans une des séances, nous nous sommes intéressés à la catégorie des *torres country* à Buenos Aires, forgée par des architectes, géographes et urbanistes, pour qualifier comme des « enclaves » les nouveaux immeubles résidentiels « fermés » bâtis récemment dans la ville de Buenos Aires et issus de la promotion privée (Eleonora Elguezabal).
- 5 Dans les autres séances, nous avons abordé la question du patrimoine en tant que processus qui intervient dans la transformation de la ville. Nous avons montré à travers des études de cas que cette notion de « patrimoine » était convoquée dans des registres et des conditions d'énonciations très différents, qu'elle renvoyait à une pluralité de sens et était mobilisée par des acteurs diversifiés. Nous nous sommes interrogés sur les façons dont le patrimoine reconfigure la ville, les quartiers, retrace de nouvelles lignes de partage, pouvant conduire à unifier ou à mettre en place de nouvelles frontières, faisant surgir de nouveaux récits et images.

- 6 Le patrimoine peut devenir un outil politique lorsqu'il s'agit de requalifier un quartier, le revaloriser et de le faire devenir un objet touristique. En même temps, la gestion du patrimoine est aussi susceptible de devenir un instrument de contrôle ou de provoquer la relégation d'une partie de la population d'un quartier comme c'est le cas dans celui de La Boca à Buenos Aires. En interrogeant les enjeux patrimoniaux, cette fois à propos du centre historique de la capitale argentine, nous avons mis en évidence les tensions qu'il suscite entre les dimensions sociales et culturelles (Monica Lacarieu).
- 7 Nous l'avons aussi vu à travers une société savante formée d'habitants d'un quartier de Boston jusqu'alors considéré comme un « quartier ghetto ». En mettant en forme un certain passé et patrimoine architectural, ces habitants ont donné naissance à un « quartier historique » et ont pu influencer sur les politiques urbaines (Sylvie Tissot), Dans ce cas, ce qui a été mis en évidence n'est pas seulement le processus de gentrification engagé dans ce quartier dégradé et longtemps oublié, mais l'élaboration de nouvelles catégories de perception à travers un discours qui accompagne les transformations matérielles, visant à évacuer l'image disqualifiée du quartier. Là aussi, comme dans l'étude de cas précédente, la revalorisation du quartier se heurte à une partie des habitants, donnant lieu à des affrontements associatifs et à la formation de nouveaux clivages politiques.
- 8 Dans un ensemble de logements sociaux, la Cité Olivetti, les habitants ont su transformer et réajuster un habitat mal conçu. Ces réaménagements constituent un véritable « patrimoine d'appropriation » qui a été remis en cause par les processus de normalisation des programmes de réhabilitation et les discours qui y sont associés. Ces programmes censés valoriser la cité sont plutôt perçus par les habitants comme une dégradation de leur habitat et de leur image, car ils ne tiennent pas compte de leurs pratiques et leurs habitudes, de ce qui peut être nommé un « patrimoine d'usages » (Sabine Dupuy), En contrepoint, dans un grand ensemble de logements sociaux modernes des années soixante, au Caire, les habitants devenus propriétaires, en procédant à des réaménagements et notamment à des extensions illicites, ont complètement transformé le style et la forme du bâti et ont pu se l'approprier (Bénédicte Florin), Ces micro-productions de la ville à travers des pratiques et des usages, ont également été décrites dans une autre séance à propos de l'espace public dans une ethnographie fine des vendeurs informels de la plage de Copacabana à Rio de Janeiro (Caterine Reginensi).

Élisabeth Anstett, *chargée de recherche au CNRS*

Nathalie Ortar, *chargée de recherche au ministère de l'Équipement, de l'Écologie et du Développement durable*

La deuxième vie des objets. Anthropologie et sociologie des pratiques de récupération

- 9 AU sein de notre atelier consacré à une socio-anthropologie des pratiques de recyclage nous avons choisi de nous intéresser directement à la « deuxième vie des objets », en nous demandant ce que ces usages seconds pouvaient révéler des transformations les plus contemporaines de nos sociétés. Les cinq premières séances de notre atelier (d'une demi-journée chacune et dont chacune a fait l'objet d'un compte rendu sur notre carnet

de recherche : <http://dvo.hypotheses.org/category/comptes-ren-dus-de-seances-de-latelier>) nous ont permis d'éclairer comment, où et quand, diverses sociétés passent du déchet à l'objet ré-appropriable ou consommable.

- 10 Nos travaux ont porté sur les pratiques de récupération et de détournement des objets chez les ouvriers en contexte rural français mais aussi en contexte soviétique durablement marqué par des phénomènes de pénurie de biens de consommation et d'équipement ; ils ont à ce titre permis d'éclairer le rôle respectif joué, d'une part par la pénurie des ressources, et d'autre part par l'émergence d'injonctions collectives et publiques de durabilité, dans l'apparition de ces pratiques de récupération. On observe en effet que l'existence de pratiques de bricolage ou de réutilisation s'accompagne d'une mise « en abîme » ou « à distance » de la valeur fonctionnelle des objets par le biais de pratiques de collection. Ces pratiques que les recherches de Véronique Moulinié, Élisabeth Anstett et Thierry Bonnot permettent de documenter et d'éclairer, sont principalement le fait d'ouvriers, dans le cas français, et d'ingénieurs ou d'artistes dans le cas (post)soviétique.
- 11 Bien plus, la réflexion que nous avons collectivement engagée a aussi abordé le thème du tri et des systèmes de valeur qui le sous-tendent. Plusieurs aires géographiques ont été abordées au cours de l'année : l'Afrique et le monde saharien (Emilie Guitard, Tatiana Foughal, Sébastien Boulay), la France (Octave Debarry, Stéphanie Messal, Aurélie Derhling, Stéphanie Tabois, Sofian Beljerd), et les États-Unis (Howard Becker, Nathalie Ortar), Plusieurs idées ont ainsi émergé au sein de ce questionnement sur les logiques et les pratiques de tri et de recyclage, telles que : La tension entre conservation et débarras, entre identité et altérité ; La tension entre histoire et mémoire ; La question de la dimension religieuse plus que simplement symbolique, des pratiques de recyclage.
- 12 Nous savons que les pratiques de consommation sont intimement liées à des positions sociales et statutaires. Les travaux menés au sein de notre atelier ont permis de mettre en lumière les modalités (notamment économiques, sociales et sexuées) selon lesquelles ces pratiques de transformation des objets évoluent. Nous avons ainsi pu montrer que ces pratiques de récupération recoupent et souvent se superposent à des pratiques déjà existantes. En effet, avant de devenir « déchet », l'objet a été au plus près de l'intimité des individus. Utiliser et montrer ses « restes » ou des objets devenus « déchets », c'est donc dévoiler aussi une partie de soi qui a été déclassée ; les jeter, c'est s'exposer, en parler, c'est aussi se dévoiler. L'objet en passe de devenir un déchet représente à ce titre un point névralgique de l'individu, une faiblesse, et c'est bien en ce sens que le déchet peut ensuite être réutilisé dans le cadre de pratiques religieuses (telles que le vaudou) ou artistiques.
- 13 Dans le prolongement des travaux initiés cette année, l'atelier de l'année prochaine engagera une réflexion collective sur la notion de nécessité, et sur les logiques de production de l'objet nécessaire à partir de la présentation de recherches menées sur les processus de disqualification des objets et les processus de requalification des déchets. Il nous paraît en effet important de comprendre comment, pourquoi et à partir de quel moment un objet devient, ou redevient, nécessaire. Il nous paraît également utile de comprendre quand, comment et dans quelles conditions un objet devient inutile ou superflu.

- 14 Cet atelier est adossé à un carnet de recherche sur Hypothèse.org (<http://dvo.hypotheses.org/>) qui permet d'en suivre les développements au-delà des seules séances collectives.

Jonathan Friedman, *directeur d'études*

Natacha Gagné, *professeure à l'Université d'Ottawa* Paula Lopez-Caballero, *professeur à*

El Colegio de México

Marie Salaün, *maître de conférences à l'Université Paris-Descartes*

Questions autochtones contemporaines

- 15 TROIS questions ont été plus spécifiquement développées cette année, autour du rôle de l'État dans la promotion de l'autochtonie : comment les formations étatiques produisent-elles l'identité autochtone ? Comment l'État crée-t-il la « coutume » ? Comment les langages de l'autochtonie se diffusent-ils ?
- 16 Le principe de l'organisation du séminaire était de faire se croiser les regards sur des terrains et/ou des aires culturelles différents : Océanie, Amériques, Afrique.
1. La diffusion des langages de l'autochtonie. Natacha Gagné (Université d'Ottawa) a présenté une introduction au séminaire envisageant comment la stratégie autochtone, telle que reconnue à l'ONU, a gagné en légitimité ces dernières années, examinant en particulier sa diffusion dans différentes régions du monde. Après un rappel des conditions de l'émergence d'une stratégie autochtone aux Nations Unies dans les années 1970, l'introduction a présenté le déploiement de la stratégie en Océanie (Nouvelle-Zélande, Hawaï, Australie, Polynésie française), Nous avons en écho changé de continent, avec une présentation de Mathieu Hillgers, Université Libre de Bruxelles, « Penser l'autochtonie comme un capital : terrains africains ».
 2. Quand l'État crée la coutume. La question des mécanismes étatiques de la constitution d'identités « indigènes » a été appréhendée par Carmen Salazar-Soler (CERMA) dans un exposé sur la politique néolibérale, l'État multiculturel et les conflits sociaux miniers au Pérou. Benoît Trépied (CREDO) s'est interrogé pour sa part sur l'entrée en politique des Kanak de Nouvelle-Calédonie et la redéfinition de « l'autorité » traditionnelle depuis la Seconde Guerre mondiale et la fin du Code de l'indigénat en Nouvelle-Calédonie, de la participation électorale dans les années 1950 à l'institutionnalisation de la « coutume » en Nouvelle-Calédonie après l'Accord de Nouméa de 1998.
 3. L'autochtonisation comme stratégie. Claire Levacher (IRIS) a présenté une communication intitulée : « Les mots de l'autochtonie en Nouvelle-Calédonie, du nationalisme kanak aux droits des peuples autochtones. ». Cet exposé est revenu à l'origine des usages de la notion d'autochtonie en Nouvelle-Calédonie, interrogeant en particulier le rôle de l'État français dans les stratégies adoptées par les Kanak pour exister politiquement. En écho aux préoccupations de Claire Levacher, Maité Boullosa Joly, Université d'Amiens (UPJV), a présenté une communication intitulée : « Être autochtone en Argentine : pour un éloge de la complexité ». Son témoignage a porté sur la difficulté, pour les villageois de la région dans laquelle elle travaille, à s'auto-identifier Indien dans un contexte national où l'Indien a longtemps été rendu invisible dans la construction nationale.
 4. L'autochtonie dans les marges de l'État. Nicolas Richard (CNRS) a présenté une communication intitulée : « La guerre du Chaco ou le temps des fourmis. Régimes d'altérité et régimes d'historicité dans le Chaco boréal » (Bolivie, Paraguay, 1932-1935) dans laquelle il a présenté une analyse d'un corpus oral de mémoires indiennes (et non-nationales) de

l'événement. Alexandre Surrallés (CNRS-LAS) en contrepoint, a présenté une communication intitulée : « Droits humains, territoires autochtones et non-humains », détaillant une étude comparée du droit autochtone actuel avec celui du XVI^e siècle, et l'analyse de quelques processus récents d'actes juridiques d'autodétermination en Amazonie.

- 17 La dernière séance du séminaire a été consacrée à la présentation du dernier numéro de *Social identities*, coordonné par Natacha Gagné et Marie Salaün : *Indigeneity in Oceania today: A conceptual tool, a battle cry and an experience* et à la présentation orale des travaux en cours des étudiants dans le cadre de la validation du séminaire en master.
-

INDEX

noms mots clés Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux, sciences sociales, politiques, santé – IRIS